

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 3587

[C - 98/27702]

**16 DECEMBRE 1998. — Décret-programme portant diverses mesures
en matière d'impôts, de taxes, d'épuration des eaux usées et de pouvoirs locaux (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions relatives aux Impôts et Taxes

Section 1re. — Dispositions modifiant le Code des droits de succession

Article 1^{er}. Dans l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code des droits de succession, inséré pour la Région wallonne par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, les mots « occupant du personnel inscrit à l'Office national de la Sécurité sociale » sont insérés entre les mots « entreprise » et les mots « pour autant que ».

Art. 2. Dans l'article 60bis, § 2, du même Code, les mots « et des frais funéraires » sont insérés entre les mots « des dettes » et les mots « à l'exclusion ».

Section 2. — Dispositions modifiant le code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

Art. 3. L'article 44bis du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré dans le décret du 29 juin 1985, remplacé par le décret du 17 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 44bis. Par dérogation aux articles 43 et 44, la taxe est fixée comme suit en ce qui concerne les paris reçus dans la Région wallonne sur les courses de chevaux courues tant en Belgique qu'à l'étranger :

- 10 % du montant brut des sommes engagées jusqu'à concurrence de 500 millions de francs par année civile;
- 10,5 % de ces sommes au-delà de 500 millions et jusqu'à 2 milliards de francs par année civile;
- 11 % au-delà de 2 milliards de francs par année civile. ».

Section 3. — Disposition relative à la taxation des déchets en Région wallonne.

Art. 4. L'article 28 du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets ménagers en Région wallonne, modifié par le décret du 16 juillet 1998, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement est autorisé à établir un barème de remise de l'amende applicable à la taxe sur les déchets ménagers dans les cas qu'il détermine ».

CHAPITRE II. — Disposition relative à l'épuration des eaux usées

Art. 5. L'article 20, § 1^{er}, 1°, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution est complété par la disposition suivante :

« Peuvent être subventionnés par la Région wallonne, pour autant que ces travaux soient nécessaires à l'établissement d'ouvrages d'épuration visés à l'article 18, 1° et 4°, les études et travaux connexes à une infrastructure appartenant à une personne de droit public dont la propriété, eu égard à son affectation, ne peut être acquise par l'organisme d'épuration. »

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux pouvoirs locaux

Art. 6. L'article 2, alinéa 2, du décret du 10 juin 1993 instaurant une aide régionale complémentaire au profit des communes de la Région wallonne traversées par le T.G.V. est modifié comme suit :

« les montants annuels de cette aide complémentaire sont de 150 millions de francs en 1993, 1994, 1995, 1996 et de 200 millions de francs en 1997 et 1999. »

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives à l'aménagement du territoire

Art. 7. A l'article 14, § 3, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le mot « nonante » est remplacé par le mot « trente ».

Art. 8. A l'article 46, alinéa 2, 1°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, entre les mots « seule l'inscription d'une zone » et les mots « d'activité économique » sont insérés les mots suivants :

« de services publics et d'équipements communautaires, de loisirs destinée à des activités récréatives présentant un caractère dangereux, insalubre ou incommode ».

Art. 9. Entre les articles 16 et 17 du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est inséré un article 16bis libellé comme suit :

« Art. 16bis. Les dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine relatives à la révision des plans de secteur, notamment l'article 46, 1° et 4°, ne sont pas applicables aux modifications de plans de secteur liées à la procédure d'adoption du plan des centres d'enfouissement technique dont l'avant-projet a été établi par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ».

Art. 10. L'article 18 du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est complété par les mots suivants :

« le jour de la publication au *Moniteur belge* du plan des centres d'enfouissement technique dont l'avant-projet a été établi par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du présent décret et, au plus tard, le 1^{er} juin 1999. ».

CHAPITRE V. — *Disposition relative à la mise sur pied des outils de gestion immobilière de la première zone du plan d'exposition au bruit des aéroports de la Région wallonne*

Art. 11. La Région wallonne est autorisée à confier aux intercommunales IGRETEC et S.L.F. ou à un secteur particulier de celles-ci, au travers d'un contrat de gestion, la gestion et le financement des actions immobilières liées à l'accompagnement du développement de la zone A des aéroports régionaux. En ce qui concerne la S.L.F., celle-ci pourra déléguer une partie de sa mission à la SPI+.

Le financement de cette opération est couvert d'abord par les moyens dégagés par le fonds de l'environnement des deux aéroports régionaux et de manière complémentaire par une dotation annuelle de la Région de maximum cent millions de francs par aéroport régional. La Région wallonne apportera annuellement sa garantie à la couverture de la ligne de crédit obtenue par ces opérateurs dans la limite de la mission leur confiée par la Région.

Le Gouvernement wallon est chargé de conclure un contrat de gestion avec chacun des outils de gestion immobilière dans lequel seront notamment définis les objectifs, les montants à affecter à l'opération ainsi que les modalités de contrôle et de liquidation des fonds régionaux. A cet effet, le contrat de gestion prévoira également une identification des flux financiers.

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 12. Le présent décret-programme entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999, à l'exception de l'article 3 qui sort ses effets au 1^{er} janvier 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Session 1998-1999*
Documents du Conseil 430 (1998-1999) n^{os} 1 à 5.
Compte rendu intégral, séance publique du 16 décembre 1998.
Discussion. - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 3587

[C - 98/27702]

16. DEZEMBER 1998 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben, Abwasserklärung, lokaler Behörden, Raumordnung und regionaler Flughäfen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Bestimmungen bezüglich der Steuern und Abgaben*

Abschnitt 1 — Bestimmungen zur Abänderung des Erbschaftsteuergesetzbuches

Artikel 1 - In Artikel 60bis, § 1, Absatz 1 des Erbschaftsteuergesetzbuches, der für die Wallonische Region durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen eingefügt wurde, wird zwischen die Wörter "Unternehmen" und "festgelegt" der Wortlaut "das beim Landesamt für soziale Sicherheit registriertes Personal beschäftigt," eingefügt.

Art. 2 - In Artikel 60bis, § 2 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "und die Begräbniskosten" zwischen die Wörter "die Schulden" und "ermäßigt wird" eingefügt.

Abschnitt 2 — Bestimmungen
zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern

Art. 3 - Artikel 44*bis* des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, der in das durch das Dekret vom 17. Dezember ersetzte Dekret vom 29. Juni 1985 eingefügt wurde, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 44*bis* - In Abweichung von Artikeln 43 und 44 wird die Steuer bezüglich der in der Wallonischen Region erhaltenen Wetten auf sowohl in Belgien als im Ausland gelaufene Pferderennen wie folgt festgelegt:

- 10 % des Bruttoertrags der eingesetzten Summen bis zur Höhe von 500 Millionen Franken pro Kalenderjahr;
- 10,5 % dieser Summen über 500 Millionen und bis zu 2 Milliarden Franken pro Kalenderjahr;
- 11 % über 2 Milliarden Franken pro Kalenderjahr.

Abschnitt 3 — Bestimmung bezüglich der Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

Art. 4 - Artikel 28 des durch das Dekret vom 16. Juli 1998 abgeänderten Dekrets vom 25. Juli 1991 bezüglich der Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

«Der Regierung wird erlaubt, in von ihr bestimmten Fällen eine Tariftabelle bezüglich des Erlasses der Strafgebühr, die für die Abgabe auf Haushaltsabfälle anwendbar ist, aufzustellen.»

KAPITEL II — Bestimmung bezüglich der Abwasserklärung

Art. 5 - Artikel 20, § 1, 1° des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung wird durch die folgende Bestimmung ergänzt:

«Können von der Wallonischen Region bezuschußt werden, sofern diese Arbeiten für die Errichtung von in Artikel 18, 1° und 4° erwähnten Klärwerken nötig sind, die Studien und Arbeiten, die mit einer einer Person öffentlichen Rechts gehörenden Infrastruktur verbunden sind, deren Besitz wegen ihrer Verwendung von der Vereinigung für die Klärung nicht erworben werden kann.»

KAPITEL III — Bestimmungen bezüglich der lokalen Behörden

Art. 6 - Artikel 2, Absatz 2 des Dekrets vom 10. Juni 1993 zur Einführung einer zusätzlichen regionalen Beihilfe zugunsten der Gemeinden der Wallonischen Region, die vom TGV durchquert werden, wird wie folgt abgeändert:

«die jährlichen Beträge dieser zusätzlichen Beihilfe belaufen sich auf 150 Millionen Franken in 1993, 1994, 1995, 1996 und auf 200 Millionen in 1997 und 1999.»

KAPITEL IV — Bestimmungen bezüglich der Raumordnung

Art. 7 - In Artikel 14, § 3, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird das Wort "neunzig" durch das Wort "dreißig" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 46, Absatz 2, 1° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der folgende Wortlaut zwischen den Wortlaut "eines industriellen Gewerbegebiets," und den Wortlaut "eines Abbaugebiets" eingefügt:

«eines Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, eines für Freizeitaktivitäten mit gefährlichem, gesundheitsgefährdendem oder lästigem Charakter bestimmten Gebiets.»

Art. 9 - Zwischen die Artikel 16 und 17 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein wie folgt verfaßter Artikel 16*bis* eingefügt:

«Art. 16*bis*. Die Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bezüglich der Revision der Sektorenpläne, insbesondere Artikel 46, 1° und 4°, sind nicht anwendbar auf die Abänderungen von Sektorenplänen, die mit dem Verfahren zur Verabschiedung des Planes der technischen Vergrabungszentren verbunden sind, dessen Vorprojekt von der Regierung vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe aufgesetzt worden ist.»

Art. 10 - Artikel 18 des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch den folgenden Wortlaut ergänzt:

«am Tage der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt des Planes der technischen Vergrabungszentren, dessen Vorprojekt von der Regierung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets und spätestens am 1. Juni 1999 aufgesetzt worden ist.»

KAPITEL V — Bestimmung bezüglich der Schaffung der Instrumente
für die Immobilienverwaltung der ersten Zone des Lärmbelastungsplan der Flughäfen der Wallonischen Region

Art. 11 - Der Wallonischen Region wird erlaubt, den Interkommunalen IGRETEC und S.L.F. oder einem bestimmten Sektor dieser Interkommunalen mittels eines Verwaltungsvertrags die Verwaltung und die Finanzierung der mit der Begleitung der Entwicklung der Zone A der regionalen Flughäfen verbundenen Aktionen im Immobilienbereich zu übertragen. Was die S.L.F. betrifft wird diese einen Teil ihrer Aufgabe der SPI+ übertragen dürfen.

Die Finanzierung dieser Operation wird zuerst durch die von dem Umweltfonds der beiden regionalen Flughäfen bereitgestellten Mittel gesichert und zusätzlich durch eine jährliche Dotation der Region von höchstens einhundert Millionen Franken für jeden regionalen Flughafen. Die Wallonische Region wird jedes Jahr die Deckung der von diesen Betreibern innerhalb der Grenzen der ihnen von der Region übertragenen Aufgabe erhaltenen Kreditlinie garantieren.

Die Wallonische Regierung wird damit beauftragt, mit jedem der Instrumente für die Immobilienverwaltung einen Verwaltungsvertrag abzuschließen, in dem insbesondere die Ziele, die für die Operation zu verwendenden Beträge und die Kontroll- und Auszahlungsmodalitäten der regionalen Mittel bestimmt werden.

Zu diesem Zweck wird der Verwaltungsvertrag ebenfalls eine Identifizierung der Finanzflüsse vorsehen».

KAPITEL VI — *Schlußbestimmung*

Art. 12 - Das vorliegende Programmdekret tritt in Kraft am 1. Januar 1999 mit Ausnahme von Artikel 3, der am 1. Januar 1998 wirksam wird.

Wir fertigen das vorliegende Programmdekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Sitzung 1998-1999.*

Dokumente des Rats 430 (1998-99), Nr. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1998.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 3587

[C - 98/27702]

16 DECEMBER 1998. — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen, afvalwaterzuivering, plaatselijke besturen, ruimtelijke ordening en gewestelijke luchthavens** (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de belastingen en taksen*

Afdeling 1. — Bepalingen tot wijziging van het Wetboek der Successierechten

Artikel 1. In artikel 60*bis*, § 1, eerste lid, van het Wetboek der Successierechten, voor het Waalse Gewest ingevoegd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, worden de woorden "die bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingeschreven personeelsleden tewerkstelt" ingevoegd tussen het woord "onderneming" en de woorden "voor zover".

Art. 2. In artikel 60*bis*, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en de begrafeniskosten" ingevoegd tussen het woord "schulden" en de woorden "met uitzondering".

*Afdeling 2. — Bepalingen tot wijziging
van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

Art. 3. Artikel 44bis van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd in het decreet van 29 juni 1985, dat vervangen is door het decreet van 17 december 1997, wordt vervangen als volgt :

« Art. 44bis. In afwijking van de artikelen 43 en 44 wordt de belasting op de in het Waalse Gewest aangegane weddenschappen op paardenrennen, die zowel in België als in het buitenland plaatsvinden, als volgt vastgesteld :

- 10 % op het brutobedrag van de ingezette sommen tot een bedrag van 500 miljoen frank per kalenderjaar;
- 10, 5 % op deze sommen boven 500 miljoen frank en tot 2 miljard frank per kalenderjaar;
- 11 % boven 2 miljard frank per kalenderjaar. »

Afdeling 3. — Bepaling betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest

Art. 4. Artikel 28 van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen, gewijzigd bij het decreet van 16 juli 1998, wordt aangevuld als volgt :

« De Regering mag voor de kwijtschelding van de boete een schaal vastleggen die, in de gevallen die zij bepaalt, van toepassing is op de belasting op de afvalstoffen. »

HOOFDSTUK II. — Bepaling betreffende het afvalwater

Art. 5. Artikel 20, § 1, 1°, van het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling wordt vervangen als volgt :

« De onderzoeken en werken betreffende een infrastructuur van een publiekrechtelijke persoon waarvan de eigendom, gezien de bestemming ervan, niet door de zuiveringsinstelling kan worden verworven, kunnen door het Waalse Gewest gesubsidieerd worden, voor zover de werken noodzakelijk zijn voor de vestiging van de zuiveringsinstellingen bedoeld in artikel 18, 1° en 4°. »

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de plaatselijke besturen

Art. 6. Artikel 2, tweede lid, van het decreet van 10 juni 1993 tot invoering van een aanvullende gewestelijke tegemoetkoming aan de door de SST doorkruiste gemeenten van het Waalse Gewest wordt gewijzigd als volgt :

« De jaarlijkse aanvullende tegemoetkomingen bedragen 150 miljoen BEF voor 1993, 1994, 1995, 1996 en 200 miljoen BEF voor 1997 en 1999. »

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende de ruimtelijke ordening

Art. 7. In artikel 14, § 3, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt het woord "negentig" vervangen door het woord "dertig".

Art. 8. Artikel 46, tweede lid, 1°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt gewijzigd als volgt :

« de nieuwe bebouwingsgebieden moeten aan een bestaand bebouwingsgebied grenzen : van dit voorschrift kan worden afgeweken voor een industriële bedrijfsruimte, een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, een recreatiegebied met een gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke aard, een ontginningsgebied of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat; ».

Art. 9. Tussen de artikelen 16 en 17 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een artikel 16bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16bis. De bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium betreffende de herziening van de plannen van aanleg, inzonderheid artikel 46, 1° en 4°, zijn niet van toepassing op de wijzigingen van de plannen van aanleg die gebonden zijn aan de procedure voor de goedkeuring van het plan van de centra voor technische ingraving, waarvan het voorontwerp door de Regering is vastgesteld vóór de inwerkingtreding van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium. »

Art. 10. Artikel 18 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt aangevuld als volgt :

« de dag waarop het plan van de centra voor technische ingraving waarvan het voorontwerp door de Regering is vastgesteld, vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en uiterlijk 1 juni 1999. »

*HOOFDSTUK V. — Bepaling betreffende het totstandbrengen van onroerende beheersmiddelen
van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder veroorzaakt door de luchthavens van het Waalse Gewest*

Art. 11. Het Waalse Gewest wordt gemachtigd om d.m.v. een beheerscontract het beheer en de financiering van de beleidsdaden inzake onroerende goederen ter begeleiding van de ontwikkeling van de zone A van de gewestelijke luchthavens toe te vertrouwen aan de intercommunales "IGRETEC" en "S.L.F." » of aan een bijzondere sector ervan. De "S.L.F." » zal een deel van haar taak aan de "SPI+" kunnen opdragen.

De financiering van deze verrichting wordt ten eerste gedekt door de middelen die vrijgemaakt zijn door het milieufonds van de twee gewestelijke luchthavens en op een aanvullende wijze door een jaarlijkse dotatie van het Gewest voor een maximumbedrag van honderd miljoen BEF per gewestelijke luchthaven. Het Waalse Gewest zal jaarlijks zijn waarborg verlenen aan de dekking van de kredietlijn die deze operatoren hebben verkregen binnen de perken van de opdracht die hun door het Gewest wordt toevertrouwd.

De Waalse regering wordt ermee belast een beheerscontract met alle onroerende beheersmiddelen af te sluiten, waarin met name de doelstellingen, de voor de verrichting te bestemmen bedragen alsmede de regels m.b.t. de controle op en de vereffening van de gewestelijke fondsen zullen worden bepaald. Daartoe zal door het beheerscontract ook in een identificatie van de financiële stromen worden voorzien.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepaling*

Art. 12. Dit programmadecreet treedt in werking op 1 januari 1999, met uitzondering van artikel 3 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad 430 (1998-1999) nrs. 1 à 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 16 december 1998.

Bespreking. - Stemming.



F. 98 — 3588

[C - 98/27711]

**10 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
pris en exécution de l'article 26 du décret du 20 juillet 1989
fixant les règles du financement général des communes wallonnes, modifiant l'article 23**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, notamment son article 23, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991, ainsi que son article 26;

Considérant qu'au vu des statistiques retenues pour la répartition de la tranche « perte d'emplois » le nombre d'emplois perdus en Région wallonne a diminué de manière conséquente, passant de 21 075 emplois perdus pour la répartition 1997 à 8 786 emplois perdus pour la répartition 1998;

Considérant que cette diminution de nombre d'emplois perdus engendre une hausse anormale de l'intervention régionale pour chaque emploi perdu;

Considérant que cette variation repose sur un élément conjoncturel unique, c'est-à-dire la diminution du nombre de salariés occupés dans la commune;

Considérant que des critères plus stables et constants tels le nombre de chômeurs complets indemnisés, le nombre de bénéficiaires du minimum des moyens d'existence, de revenus faibles et le nombre de logements sociaux repris pour l'attribution de la tranche pauvreté reflètent plus objectivement les difficultés structurelles de chaque commune;

Considérant qu'il apparaît donc nécessaire d'adapter, à partir de la répartition 1998, le pourcentage attribué au critère « pertes d'emplois » de la dotation spécifique, en abaissant celui-ci du maximum autorisé soit 1/5, le ramenant ainsi de 1,60 % à 1,28 %, le pourcentage attribué au critère « pauvreté » de la dotation spécifique étant simultanément élevé à 5,72 %;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes, et Provinces de la Région wallonne, donné le 20 octobre 1998;

Vu l'urgence spécialement motivée par la circonstance que les adaptations techniques des coefficients doivent intervenir au plus tôt en vue de déterminer et de liquider, dans des délais raisonnables, les montants attribués aux communes et ce, dans l'intérêt des finances communales et de l'orthodoxie budgétaire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 13 novembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 23 du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, sont apportées les modifications suivantes :

- le pourcentage du § 1^{er}, Perte d'emplois, est fixé à : 1,28 %;

- le pourcentage du § 2, Pauvreté, est fixé à : 5,72 %.